

L'État, une plateforme comme les autres ?

 usbeketrica.com/article/l-etat-une-plateforme-comme-les-autres

Théorisé par l'entrepreneur américain [Tim O'Reilly](#), le concept d'État plateforme vise à donner aux entrepreneurs les outils pour créer des services publics et mettre leur talent au service de la collectivité. Il s'inspire du modèle adopté par les géants américains nés sur la toile. Le point sur ce concept de l'Etat-plateforme.

L'essor des nouvelles technologies et de la sphère internet ont permis l'émergence, au sein de la société civile, de nombreux projets d'utilité publique. Ainsi de Wikipedia, l'encyclopédie collaborative en ligne, d'[OpenFoodFacts](#), vaste base de données culinaires, d'[OpenStreetMaps](#), un Google Maps ouvert et communautaire, ou encore de Linux, système d'exploitation en logiciel libre. L'État, de son côté, a pris le train du numérique en marche, mais peine à innover aussi rapidement que les petits acteurs indépendants. Et si les ressources des hacktivistes et autres petits génies de l'internet étaient employées par l'État pour servir la collectivité et pallier son retard en matière d'innovation ? C'est l'idée que sous-tend le concept d'État-plateforme, théorisé par l'américain [Tim O'Reilly](#), à qui l'on doit également les termes Open Source et Web 2.0.

Dans son essai *Government as a platform*, il défend l'idée selon laquelle l'État peut optimiser son fonctionnement en s'inspirant du succès des grandes plateformes nées avec l'essor de l'internet, comme Microsoft, Amazon et Google. Selon lui, l'État doit ainsi s'appuyer sur la société civile pour créer des services innovants susceptibles d'enrichir et prolonger le service public. Pour [Cyril Lage](#), président de [Cap Collectif](#) et de [Parlement & citoyens](#), deux structures qui visent à mettre le numérique au service de la participation démocratique, l'État-plateforme constitue un changement de paradigme. « *C'est passer d'une logique dans laquelle l'État centralise des moyens pour servir les citoyens à une logique où il deviendrait le chef d'orchestre qui organise la transversalité et cherche à stimuler l'implication des citoyens et l'initiative des agents* », explique-t-il [dans une interview accordée à Acteurs Publics TV](#).

Une vision liée à l'ouverture des données publiques

Aux États-Unis, ce concept a été mis en œuvre suite à l'élection de Barack Obama. Peu après son arrivée au pouvoir, l'ancien président américain a signé un memorandum en faveur du gouvernement ouvert, instaurant le partage des données publiques et la collaboration avec de jeunes entrepreneurs de la société civile. L'organisation Code for America, née en 2009, met depuis les ressources des développeurs à disposition des services publics. Elle a donné naissance à [NextRequest](#), un service qui permet aux citoyens de demander facilement l'accès à des documents publics en ligne, ou encore à [Honolulu Answers](#), un site où les habitants d'Honolulu peuvent facilement obtenir des informations sur les services publics de leur ville. Un modèle depuis répliqué dans d'autres municipalités.

Si le concept d'État-plateforme nous vient d'outre-Atlantique, la France est loin d'être à la traîne sur le sujet. Ainsi, en 2011, le gouvernement a mis en place la mission [Etatlab](#), dans l'optique d'ouvrir et partager les données publiques. L'objectif : permettre aux entrepreneurs de développer des applications utiles autour de ces dernières. Un portail gouvernemental pour les données ouvertes, [data.gouv.fr](#), a été mis en place dans la foulée. En 2013, la direction de la mission a été confiée à l'entrepreneur [Henri Verdier](#) (avant d'être promu à la tête de la DINSIC, département chargé de la transformation numérique de l'Etat). Il a piloté la mise en place d'un incubateur d'État, avec de petites équipes autonomes. Baptisées « startups d'État », dotées d'un budget et d'une grande autonomie, elles sont chargées de résoudre des problèmes spécifiques. Ces startups ont mis en place des projets comme [mes-aides.gouv.fr](#), qui permet aux citoyens de connaître facilement les aides sociales auxquelles ils ont droit, ou encore [La Bonne Boîte](#), qui aiguille les demandeurs d'emploi vers les entreprises qui ont le plus recruté au cours des dernières années.

Des startups d'État à l'État plateforme

En janvier 2017, Henri Verdier a rédigé, avec [Pierre Pezziardi](#), un entrepreneur qui a participé à la création de l'incubateur, une étude baptisée « [Des startups d'État à l'État plateforme](#) ». Ils y affirment que ces startups d'État ne sont qu'un modeste début, portant les germes d'une vision de l'État adaptée au XXI^e siècle. « *Les startups d'État ne sont pas seulement de petites équipes frugales et autonomes qui développent des applications à partir des usages réels de leurs utilisateurs. Ce sont aussi des équipes qui, au fil des mois, ont développé avec leurs partenaires un ensemble de ressources essentielles à une stratégie visant un État qui stimule et accueille l'engagement citoyen, qui favorise et utilise l'innovation du plus grand nombre, qui garantisse les ressources accessibles à tous : l'État plateforme* », écrivent-ils.

Selon eux, loin d'impliquer une perte de pouvoirs, l'État-plateforme est au contraire un moyen pour la puissance étatique de conserver sa souveraineté, à l'heure des GAFAs et des réseaux. En revanche, si l'État rate cette opportunité, il risque de se laisser ringardiser par les grandes entreprises américaines. « *Le statu quo ouvrira un boulevard à des acteurs innovants – privés, pour la plupart – qui s'empareront des problèmes des citoyens – chômage, non-recours aux aides publiques, mal-logement, santé... –, reléguant l'État à un rôle de soutier bougon et procédurier plus que de protecteur bienveillant* ».

À l'inverse, nombre de ces initiatives feront émerger des services publics réutilisables par d'autres opérateurs et qui simplifieront l'action de l'État auprès de l'utilisateur, où qu'il soit, quel qu'il soit. Surtout si l'État adopte les stratégies de plateforme qui permettent à ses ressources de stimuler et, si nécessaire, d'orienter un flux d'innovations, prévoient-ils. Ainsi, le modèle de l'État plateforme prôné par Verdier et Pezziardi ne vise pas à vendre les missions de services publics à des acteurs privés, mais plutôt à mettre les méthodes des startups au service de l'administration. L'État, soutenue par les jeunes entrepreneurs de la société civile, pourrait réussir sa mue numérique. En tout cas, avec la [DINSIC](#), il est bien parti pour.